

Alors que les communautés renforcent chaque jour leur autonomie en développant des projets éducatifs, de santé ou agricoles, la lutte contre-insurrectionnelle menée par le gouvernement chiapanèque et tous ceux qui souhaitent mettre fin à la réalité zapatiste (autonomie, absence de structures étatiques,...).

Aujourd'hui cette lutte passe (entre autres) par le biais de projet de développement de logements. Il s'agit sous couvert d'améliorer les conditions de vie des paysans chiapanèques de les couper de leur terre en les concentrant dans ce que l'on appelle des « villes rurales ».

Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte
cspcl@altern.org - <http://cspcl.ouvaton.org>

Listes d'information :

http://listes.samizdat.net/sympa/info/cspcl_1 (bilingue)

<http://listes.samizdat.net/sympa/info/cspcl-fr> (francophone)

Permanence tous les mercredis de 16 heures à 20 heures :

CICP - 21 *ter*, rue Voltaire 75011 Paris

Réunion ouverte tous les mercredis à partir de 20 h 30 :

33, rue des Vignoles 75020 Paris

CHIAPAS : CONTRE-INSURRECTION ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT GOUVERNEMENTAUX



Juillet 2010

SOMMAIRE :

**AU CHIAPAS LA CONSTRUCTION DE LA
"VILLE RURALE" DE SANTIAGO DEL PINAR
AVANCE RAPIDEMENT** 3

**LA "VILLE RURALE" DE SANTIAGO DEL
PINAR AU BÉNÉFICE DES PARAMILITAIRES** 5

**LA PROMOTION DES VILLES RURALES
DIRABLES VISE À DÉACTIVER LES
CARACOLES ZAPATISTES** 6

**CHIAPAS, LA VILLE RURALE OU
L'ANTICHAMBRE DE L'IMMIGRATION** 8



[1] CIEPAC : Centre de recherches économiques et politiques d'action communautaire (San Cristobal de Las Casas, Chiapas).

[2] Jan de Vos, *Historia de los pueblos indígenas de México, Vivir en la frontera, experiencia de los indios de Chiapas*, CIESAS, México, 1994.

[3] *La Jornada* du 19 avril 2010.

[4] Du 10 mars 2010.

[5] Ceux qui ne sont pas indiens.

[6] Klein (Naomi), *The Shock Doctrine. The Rise of Disaster Capitalism*, Metropolitan Books, Nueva York, 2007.

Les articles d'Hermann Bellinghausen sont disponibles sur Internet :

http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=714

Le texte de Georges Lapierre est disponible à cette adresse :

http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=731

Cette brochure est également disponible sur Internet :

http://cspcl.ouvaton.org/IMG/pdf/Ville_rurale.pdf

D'autres brochures sont également disponibles :

http://cspcl.ouvaton.org/rubrique.php3?id_rubrique=21

Cette brochure est librement téléchargeable, diffusable et photocopiable.



gens, découlant des obligations réciproques, de les obliger à entrer dans un mode d'échange qui n'est pas le leur. La ville rurale repose sur la démobilisation des habitants au départ, et elle vise leur démobilisation complète.

Comment convaincre les gens de la campagne non seulement de changer d'endroit, mais de perdre en outre leur patrimoine le plus important, la terre, et de rompre avec un style de vie millénaire ?

Ce n'est pas un hasard si la première ville rurale, Nuevo Juan de Grijalva, qui a été inaugurée en grande pompe en 2008 par le président de la République, Felipe Calderón, et le gouverneur du Chiapas, Juan Sabines, se trouve en plein cœur d'une région entièrement sinistrée par les pluies torrentielles d'octobre et de novembre 2007. 1 200 familles dans 34 municipalités du nord du Chiapas ont tout perdu dans les inondations causées par un glissement de terrain où a été englouti le village de Juan de Grijalva. Le gouverneur du Chiapas a saisi l'occasion pour mettre en chantier la première ville rurale, profitant du traumatisme causé par ce désastre pour imposer un projet qui, en d'autres circonstances, aurait été rejeté avec force par la population. Juan Sabines illustre ainsi la « doctrine du choc » révélée par la militante canadienne Naomi Klein [6], décrivant dans le détail la pratique de ce qu'elle appelle « le capitalisme du désastre » et qui consiste à s'appuyer sur une catastrophe originelle (tsunami, ouragan, guerre, action terroriste...), quitte d'ailleurs à la créer, et l'état de dépression sociale qui en résulte, pour impulser des mesures impopulaires et qui n'auraient jamais été acceptées dans des conditions normales.

Evidemment les Villes rurales, comme bien des projets mettant en coupe réglée la vie de la population et sortis tout armés de la tête des dirigeants, se heurtent à cette même population, à ses réactions, à ses aspirations confuses ou ouvertement déclarées : la ville rurale de Nuevo Grijalva est vite devenue une ville fantôme ; ainsi que le note Hermann Bellinghausen, « la ville rurale est l'antichambre de la migration non seulement des hommes, mais des familles entières ».

Mexico, le 18 mai de l'année 2010.
Georges Lapierre

Au Chiapas, la construction de la « ville rurale » de Santiago del Pinar avance rapidement

Son objectif réel implique la spoliation de la terre des habitants afin d'être exploitée par les grandes entreprises

Santiago del Pinar, Chiapas, 10 mars. Point central au cœur de la montagne tzotzil, cette municipalité créée en 1999 par le gouvernement de Roberto Albores Guillén faisait partie d'une expérience de remunicipalisation contre-insurrectionnelle impulsée dans les régions de la Selva lacandona et des Altos après les massacres d'Acteal et d'El Bosque. Aujourd'hui, elle est le scénario d'une nouvelle expérimentation : en faire une « ville rurale », un concept d'urbanisation « développementiste » promu par le gouvernement chiapanèque pour remédier à la « dispersion » des communautés ; bien que cette dispersion ait toujours été de mise, vu que cette région est habitée depuis des siècles par des paysans.

Le concept novateur, adossé aux « Objectifs du Millénaire » des Nations unies, est interprété de cette manière par les chercheurs Miguel Pickard et Mariela Zunino : « Après les tempêtes diluviennes qui s'abattirent sur une grande partie du Sud-Est mexicain en octobre et novembre 2007, le gouvernement de l'État du Chiapas lança le programme "Villes rurales durables", avec pour objectif de doter de logements les milliers de sinistrés qui avaient perdu leurs êtres chers, leurs terres, leurs animaux et leurs affaires personnelles. »

Toutefois précisent-ils, l'objectif réel du programme est d'ordonner l'usage des ressources agricoles, ce qui implique de séparer la paysannerie des terres qu'elle habite actuellement. Le programme conduira à la concentration des paysans dans des petits villages, l'aliénation de leurs terres et l'exploitation de celles-ci par de grandes entreprises. Ici il n'y a pas eu d'inondations, il s'agit seulement de la localité avec les « indices de développement urbain » les plus faibles selon le gouvernement.

Ce matin les pelleteuses progressaient avec vigueur sur les côtés de la colline enveloppant l'actuel chef-lieu municipal (jusqu'à il y a une dizaine d'années encore délégation de San Andrés Larráinzar, que les zapatistes dénomment commune autonome San Andrés Sakamch'en de los Pobres). Aplanisseuses, niveleuses, citernes de camion, bétonnières. La terre aplanie est sillonnée par de nouveaux chemins à peine sortis de la boue entre les bananiers agonisants et les terres arasées pour laisser place aux bâtiments qui formeront

une unité habitationnelle, qui sera officiellement catégorisée comme « ville ».

Quelques percées sont déjà largement recouvertes de gravats. Coordonnant ce travail fébrile depuis leurs camionnettes, ingénieurs d'entreprises privées de bâtiment et gens du gouvernement dominant cette réserve indienne moderne en construction.

Dans leur étude *Villes rurales au Chiapas : spoliation gouvernementale contre la paysannerie*, Pickard et Zunino rappellent qu'en janvier 2008 les présidents du Mexique, des pays d'Amérique centrale et de Colombie ont relancé le Plan Puebla-Panamá (PPP) sous le nom de « Projet d'intégration et de développement de la Mésoamérique », ou « Projet Mésoamérique ». La nouvelle dénomination cherche à rafraîchir le PPP, bien que sa logique continue à être d'intégrer et d'adapter le territoire s'étendant du sud du Mexique jusqu'à la Colombie aux exigences du grand capital. Des plus de 100 projets existants quand fut mis en route le PPP en 2001, il fut accordé d'en laisser seulement une vingtaine centrés sur l'énergie, la santé, l'éducation, les télécommunications, les agrocombustibles, les routes et le logement ».

Santiago del Pinar sera la première ville de ciment, de rues et d'immeubles dans ces montagnes. Elle occupe une position stratégique, limitrophe de San Cayetano (El Bosque), où se trouve la base militaire qui tient en joug le Caracol zapatiste d'Oventic. Limitrophe aussi des chefs-lieux de San Andrés et de Magdalena (autre « nouvelle » municipalité d'Albores Guillen, également soustraite à la juridiction de San Andrés, mais aujourd'hui aussi zapatiste). Seul Santiago joue entièrement un rôle contre-insurrectionnel : base d'opérations de l'armée fédérale de 1995 jusqu'à il y a un lustre, son premier maire était un militaire à la retraite.

Dans la monographie officielle de la nouvelle municipalité publiée en 2006 par le gouvernement, on reconnaît que les *santiagueros* « surent, dans une conjoncture spécifique (le soulèvement de l'EZLN en 1994), utiliser leur situation politique privilégiée du fait de leur localisation dans une municipalité stratégique, que ce soit pour le zapatisme comme pour le gouvernement ». Aujourd'hui, ce sont les plus pauvres de tous.

Article de Hermann Bellinghausen publié dans *La Jornada* du jeudi 11 mars 2010.

Les crapules se moquent du monde. Les crapules se pressent toutes au portillon où l'argent est distribué : Telmex (télécommunication, Internet, téléphonie), fondations Azteca, Banamex, Bancomer, toutes des banques, plus Coca-Cola, Bimbo, etc. Le plan contre-insurrectionnel de Juan Sabines intitulé « Plan de développement Chiapas solidarité » cherche en réalité à convertir l'État du Chiapas en un paradis pour les investissements, ce qui nous amène à aborder le deuxième aspect des Villes rurales, la dégradation sociale.

*

Mariela Zunino et Miguel Pickard signalent que les programmes des gouvernementaux qui, « dans leurs discours prétendent avoir pour objectif la lutte contre la pauvreté et le développement des peuples, cherchent en réalité à transformer la manière traditionnelle de vivre, à imposer à travers un endoctrinement idéologique des valeurs étrangères à la communauté, individualisme et réussite personnelle, pour aboutir à une vie quotidienne absolument normalisée par des mécanismes de désintégration communautaire et de rupture des liens propres au mode de vie paysan-indigène ».

Esas ideas de los cashlanes no tienen que ver con lo que acostumbramos en los pueblos (ces idées des *cashlanes* [5] n'ont rien à voir avec ce que nous avons l'habitude de faire dans les villages), remarquait un jeune Indien Chamula au sujet de la ville rurale de Santiago del Pinar, et c'est bien le but de la ville rurale : créer les conditions d'un changement profond des usages et des coutumes et, à cette fin, commencer par modifier l'environnement et le cadre de vie. Dans la propagande gouvernementale pour la Ville rurale, on peut voir une jeune femme vêtue d'une robe indienne se promener dans une rue pavée, bordée de magasins d'appareils électroménagers, de téléphones portables, de centres d'ordinateurs, un rêve de consommation et de modernité, le rêve d'Azteca ou de Coca-Cola, le rêve des marchands, un rêve qui tourne vite, pour nous, à un funeste cauchemar. Les Villes rurales tentent d'édifier un modèle de vie conforme au modèle occidental sur la ruine d'une éthique de vie, sur la ruine d'un mode de vie reposant sur le droit, sur une tradition fondée sur le droit coutumier dit encore droit normatif. Il s'agit, en détruisant les formes de relations habituelles entre les

Au Chiapas, où les communautés indiennes zapatistes, issues des peuples originaires, Tzeltal, Tzotzil, Tojolabal, Chol, Mam, Zoque, et métis, ont créé des régions autonomes avec ses conseils de bon gouvernement, ses communes autonomes et ses autorités communautaires, le programme des villes rurales engagé par le gouverneur Juan Sabines s'insère clairement dans une politique de contre-insurrection. La seconde ville rurale se trouve à Santiago del Pinar, une municipalité créée de toutes pièces pour contrer l'influence des zapatistes dans les Altos du Chiapas.

Dans un article de La Jornada [4], le journaliste Hermann Bellinghausen décrit ainsi les circonstances qui ont présidé au choix de ce lieu : « Santiago del Pinar sera la première ville de ciment, de rues et d'édifices dans ces montagnes. Sa situation est stratégique, elle touche à San Cayetano (El Bosque) où se trouve la base militaire qui surveille le caracol zapatiste d'Oventic, mais aussi à San Andrés Sakamch'en et à Magdalena, deux autres communes zapatistes. La municipalité de Santiago del Pinar est une base de l'armée depuis 1995. Son premier président municipal fut un ex-militaire. » C'est donc dans une municipalité totalement sous influence militaire qu'est en train de s'ériger la deuxième ville rurale du Chiapas. Ce n'est pas tout, Hermann Bellinghausen ajoute : « La ville rurale non seulement obéit à des objectifs militaires de concentration et de contrôle de la population, mais elle va permettre l'installation de tours de télécommunication militaires et policières juste au-dessus des municipalités autonomes zapatistes de San Juan de la Libertad et de San Andrés Sakamch'en. Selon une source locale, qui a demandé l'anonymat, les véritables bénéficiaires seront les membres d'un groupe de douze paramilitaires qui opèrent dans la zone et les tours seront contrôlées par eux. »

Au cours de l'inauguration du projet, en présence du gouverneur du Chiapas, le président de la Fondation Azteca, partie prenante avec d'autres fondations du programme Villes rurales, a déclaré que « passer d'un état de pauvreté extrême à un niveau de bien-être supérieur va être un exemple que nous voulons voir se répéter dans beaucoup d'autres endroits du Mexique, pour cette raison, nous sommes tous très contents et nous allons nous mettre au travail épaule contre épaule avec vous ».

La « ville rurale » de Santiago del Pinar au bénéfice des paramilitaires

Santiago del Pinar, Chiapas, 13 mars. L'imminente « ville rurale » en construction dans cette localité n'obéit pas seulement à des lignes contre-insurrectionnelles en tant que modèle de concentration et de contrôle de la population : elle permet aussi l'installation de tours de communication militaires et policières littéralement au-dessus des communes autonomes zapatistes de San Juan de la Libertad et San Andrés Sakamch'en de los Pobres. Selon une source locale qui souhaite garder l'anonymat, « les véritables bénéficiaires seront les membres d'un groupe de douze paramilitaires qui opèrent dans la zone », et les tours seront contrôlées par eux. C'est une personne native de Pontewitz, de la communauté voisine de San Andrés, et connue sous le nom de Cayetano qui les dirige.

La nouvelle « ville » planifiée dans les montagnes, à 36 km de San Cristóbal de Las Casas, est parrainée par des entreprises comme Azteca, Telmex et Coppel, qui impulseront la création d'un nouveau « couloir commercial ». Des annonces parlent aussi de futures « agroindustries ». Avec cela, on passera d'une municipalité avec « un bas niveau de développement humain » à une ville avec des boutiques d'électroménager où acheter des téléphones raccordés aux antennes émettrices de TV Azteca. Ce n'est pas pour rien que la première pierre posée par le gouverneur chiapanèque Juan Sabines il y a un mois et demi le fut sous la supervision d'Esteban Moctezuma Barragán, président de la Fondation Azteca et promoteur actif de ces villes rurales.

La population, selon ses dires, « sortira de la pauvreté extrême et commencera une vie digne, avec l'éducation, la santé, des revenus, un emploi digne et des services publics ». La municipalité, de 17 km², 2 500 habitants et onze communautés, sera reconfigurée à partir de trois centres de voisinage, un urbain et deux quartiers, avec des habitants du chef-lieu municipal et des communautés de Nachón, Pechultón, Ninamhó et Pushilhó, qui resteront intégrées à ce nouveau schéma habitationnel qui mettra fin aux problèmes de dispersion géographique ».

L'édification en cours de la « ville rurale durable » qui sera inaugurée le 30 mai prochain selon le gouvernement, n'a toujours pas dépassé les fondations. On en est encore à l'étape du tracé et de l'aplanissement. Sur les flancs d'« El Pinar » comme disent les habitants, seront édifiés 464 habitations, 137 seront neuves et « le

reste entrera dans le programme d'amélioration au travers de l'autoconstruction » ajoute le gouvernement. C'est-à-dire qu'on y distribuera des briques, du ciment et de la tôle, comme cela a déjà été fait durant les dernières années dans d'autres municipalités des Altos, modifiant non seulement le paysage mais aussi « transformant la relation des familles à l'espace et à la vie », comme l'expliquait de manière préoccupée un étudiant chamula il y a peu. « Ces idées des *cashlanes* n'ont rien à voir avec nos coutumes villageoises ».

Sous le passage de la machine naissent des rues et des esplanades, s'y détachant le chemin en direction de la cime de la colline, où seront installées les nouvelles antennes. Au nom du développement ont déjà disparu plusieurs *milpas*, plantations de café et de bananes. Le gouvernement édifiera un temple catholique et un adventiste, démarche novatrice dans un pays officiellement laïc.

Le schéma des villes rurales durables, impulsé en Amérique latine par les Nations unies suivant les lignes directrices de la Banque mondiale, fut implanté au Guatemala et au Brésil pour « concentrer » la population rurale, détruire les tissus communautaires et ouvrir la voie aux investisseurs profitant des territoires. Dans les deux cas ces villes ont servi d'antichambre à la migration non plus seulement des hommes mûrs, mais de familles entières.

De manière éloquent, le président de la Fondation Azteca a déclaré durant la cérémonie mentionnée que « passer d'un état d'extrême pauvreté à un niveau de bien-être supérieur sera un exemple que nous souhaitons voir se réaliser dans bien d'autres endroits du Mexique, et c'est pour cela que nous sommes très contents et que nous allons travailler au coude à coude avec vous ».

Article de Hermann Bellinghausen, publié dans *La Jornada* du 14 mars 2010.

La promotion des villes rurales durables vise à désactiver les Caracoles zapatistes

San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, 14 mars. Les villes rurales durables (« *Ciudades Rurales Sustentables* » en espagnol) dont l'édification est planifiée par le gouvernement de l'État dans les régions des Altos, de la Selva et du nord du Chiapas représentent la

s'agit de s'appropriier cet espace socialisé et de l'insérer dans les règles d'un marché planétaire. Le gouvernement du Chiapas a l'intention de construire les premières Villes rurales où il a déjà accordé des concessions aux entreprises minières canadiennes, Linear Gold et Radius Gold, qui ont reçu respectivement 80 000 hectares et 55 000 hectares, ce sont des mines à ciel ouvert, qui, de ce fait, s'étendent sur une surface considérable, elles ont aussi besoin d'une énorme quantité d'eau pour laver la terre du mercure et de l'arsenic, je ne dis pas la pollution ! Mais elles sont si loin du Canada... À l'extraction minière s'ajoute l'agro-industrie, l'agriculture intensive, la bioénergie, le tourisme de masse et d'aventure (!), etc.

Dans le programme des Villes rurales (le projet est d'en construire vingt-cinq), nous retrouvons ces différents aspects, militaire et social, qui caractérisent l'offensive d'un monde totalitaire cherchant à imposer un modèle de société, reposant uniquement sur l'échange marchand, et ce qu'il implique, à l'ensemble de la planète.

*

Le premier aspect, l'aspect militaire, saute aux yeux. La concentration d'une population dispersée et, pour cette raison, difficilement contrôlable, fait partie d'une stratégie de contre-insurrection et de pacification et elle a été appliquée de manière systématique lors des guerres de conquête. La première tâche des missionnaires franciscains et dominicains au Mexique fut de regrouper la population indienne autour de l'église afin de mieux surveiller ses comportements religieux. Cette politique de concentration a ensuite accompagné la guerre contre les mouvements insurrectionnels qui ont éclaté tout au long de la colonie, puis de la République. Il s'agit, en regroupant la population sous la vigilance de l'armée, de « *quitarle el agua al pez* » (enlever l'eau au poisson), c'est-à-dire de rendre plus difficile la clandestinité des insurgés paysans et de leurs déplacements en leur enlevant l'appui d'une population complice, dont ils sont originaires et au sein de laquelle ils se mouvaient comme des poissons dans la mer. Cette mesure n'est pas non plus particulière au Mexique, les Anglais l'ont prise au Kenya, les Français en Algérie et les Nord-Américains au Vietnam. Les lieux où la population est ainsi regroupée reçoivent différents noms : camps de concentration, camps de regroupement, camps d'internement, réserves, villages modèles, nouveaux villages, pôles de développement, et maintenant, dans l'optique définie par la Banque mondiale, villes rurales.

sucre..., ou à l'élevage extensif de bovins. Jan de Vos [2] relate comment se sont formés les latifundia au Chiapas « par le biais de l'accaparement des terres qui appartenaient à des communautés indiennes et qui étaient alors habitées ». « Les Indiens, nous dit l'auteur, ont été dépouillés de leur propriété, de leur *rancho* et de leur *milpa*, et n'ont eu d'autres solutions que de se mettre (comme *peones acasillados*) au service de leur nouveau maître. » Le programme actuel d'accaparement des terres et de concentration des paysans indiens ou métis dans la ville rurale obéit à la même logique, mais sur une tout autre échelle. C'est que le procès capitaliste a atteint une tout autre dimension et exige une refondation et un élargissement de ses perspectives.

Carlos Fazio dans un article paru dans *La Jornada*, sous le titre « La brèche chiapanèque » [3], précise qu'« on ne peut comprendre et expliquer le système capitaliste sans le concept de guerre. La guerre est la forme essentielle de reproduction de l'actuel système de domination ; la guerre est consubstantielle à la phase actuelle de conquête et de reconquête néocoloniale des territoires et des lieux socialisés ». Nous pouvons nous interroger : Quelle est la fin de la guerre ? Quelle est la fin de toute guerre sinon de soumettre les gens à la pensée du vainqueur ? En l'occurrence à la pensée des grands marchands capitalistes. Dans ce processus d'accaparement de la terre, des territoires et de l'espace vital des gens, ce ne sont pas la terre, le territoire ou l'espace qui sont aliénés mais bien la pensée des gens. Les gens perdent la pensée de leur activité sociale pour se trouver soumis à celle du vainqueur, ils ne travailleront plus en fonction des échanges qu'ils ont entre eux et déterminés par un mode de vie qui leur est propre, mais en fonction d'échanges qui leur sont étrangers, déterminés par ce que l'on appelle les lois du marché et les spéculations boursières, reposant sur une tout autre appréciation de la vie, des échanges et des mœurs. Ce qui se trouve en jeu est la fin d'une autonomie sociale et plus précisément celle des peuples indiens, qui ont su, envers et contre tout, résister à une débâcle annoncée.

L'autonomie se développe au sein d'un espace qui lui est propre, il

réponse étatique à la « menace » constituée par la gestion zapatiste des *Caracoles*, selon Japhy Wilson, chercheuse à l'Université de Manchester.

Bien qu'officiellement ces « villes rurales » sont présentées et promues comme un projet de développement social, différents chercheurs et analystes ont souligné durant les deux dernières années ses composantes contre-insurrectionnelles, de dépossession des terres et des modes de vie, ce qui en fait un programme d'acculturation, déjà tenté sur les communautés ixiles au Guatemala il y a 30 ans. On les compare aussi, et de plus en plus aujourd'hui avec leur implantation dans la zone indienne de l'État (la première étant Santiago del Pinar, en construction), avec les « chefs-lieux stratégiques » créés durant les guerres américaines, du Vietnam à l'Afghanistan.

Au Chiapas on les présente comme des projets novateurs et visionnaires, de ceux dont « on ne connaît pas d'autre exemple dans une autre région du monde » (*El Herald de Chiapas*, 20/02/08). Wilson trouve pourtant que ces « villes rurales » ont « de fortes similitudes avec des stratégies coloniales et contre-insurrectionnelles de contrôle social ». Et citant l'anthropologue Alicia Barabas, il explique que durant les seizième et dix-septième siècles la couronne espagnole déplaça les communautés indiennes suivant un schéma de « congrégations » et de « réductions », en remplaçant les conceptions indiennes de la territorialité et de l'usage de l'espace « par un système de villages et de villes coloniales qui représentaient et concrétisait le pouvoir de l'empire sur les populations dispersées et potentiellement rebelles de la Nouvelle Espagne ».

Elle rappelle les plus récents « villages-modèles » du Guatemala, où dans des conditions de guerre civile furent déplacées des milliers d'indigènes regroupés en « pôles de développement » suivant une stratégie contre-insurrectionnelle. Wilson explique : « Tout comme les villes rurales, les villages-modèles cherchèrent à modifier la forme de vie et le mode de production des villages indiens et paysans au travers d'un système intégral de services et d'une intégration forcée de la production paysanne aux intérêts capitalistes des secteurs dominants. »

Au Mexique on baptise joyeusement cela la « reconversion productive ». Concentrées dans les villes rurales, les communautés indiennes et paysannes perdront le contrôle de leurs modes de

production. Promues par le gouvernement calderoniste (selon l'expression de Mourriño) comme une solution à la marginalité, impulsées par les Nations unies, soutenues par la Banque interaméricaine de développement et patronnées par des dizaines de grandes entreprises (de Telmex à Wallmart), elles ont d'autres types d'implications, selon la chercheuse britannique : « le contrôle de chaque aspect de la vie des Indiens et des paysans par l'État, au travers de la négation de leurs propres pratiques et formes de vie ».

Et relève l'observation d'un membre du Conseil de bon gouvernement de La Realidad, comme quoi avec les villes rurales, « le mauvais gouvernement nous promet une terre préparée, la lumière, l'eau potable, le logement et même jusqu'à nous alimenter ; c'est juste vivre et s'engraisser comme des porcs, c'est cela ce qu'ils nous promettent ». À l'inverse observe Wilson, les *Caracoles* représentent une alternative concrète, où les « communautés dispersées » sont impliquées dans un intense processus de développement de systèmes autonomes de santé, d'éducation et de production, loin du contrôle social de l'État et de la logique accumulative et destructrice du capital. Ainsi, les *Caracoles* constituent un grand obstacle à « l'espace abstrait » planifié, avec ses autoroutes, ses plantations intensives et ses villes rurales.

Pour l'heure, à Santiago del Pinar il y a de la tristesse chez les vieux, qui voient disparaître caféiers, *milpas*, bananeraies et leur manière de vivre, selon un témoignage recueilli par *La Jornada*. Mais le gouvernement municipal participe, et beaucoup de jeunes éduqués non pas dans la résistance mais tout à l'inverse, paraissent convaincus que le changement leur sera favorable.

Article de Hermann Bellinghausen publié dans *La Jornada* du 15 mars 2010.

Chiapas, la Ville rurale ou l'antichambre de l'immigration

Bien le bonjour,

Le monde capitaliste a atteint le seuil frénétique d'une domination si parfaite que les mots eux-mêmes ont perdu leur sens. Dans le rapport sur le développement mondial 2009, sous-titré « Une nouvelle géographie économique », publié par la Banque mondiale, il est dit que « l'intégration économique implique de rapprocher les

zones rurales des zones urbaines ». Alphonse Allais proposait de mettre les villes à la campagne pour résoudre les problèmes de communication, la Banque mondiale, elle, a en tête de rapprocher la campagne de la ville et elle invente le concept de ville rurale ; pourtant, quand nous y regardons de plus près, nous nous rendons vite compte que cette novlangue cache en réalité un projet beaucoup plus menaçant que celui de notre humoriste et notre premier sourire se transforme vite en grimace. Il s'agit pour la Banque mondiale et ses sbires que sont les petits hommes d'État de libérer la campagne de tous ces paysans, indiens ou métis, qui l'encombrent afin de l'ouvrir aux échanges marchands dans une perspective purement capitaliste.

Les chercheurs Miguel Pickard et Mariela Zunino écrivent au sujet de cette nouvelle initiative : « L'objectif réel du programme consiste à réorganiser l'usage de la terre et des ressources de la campagne, ce qui implique la séparation du paysan de la terre qu'il occupe actuellement. Le programme a pour objectifs la concentration des gens de la campagne dans de petites agglomérations, l'aliénation de leurs terres et l'exploitation de celles-ci par de grandes entreprises [1]. »

À la fin de 2008, les représentants du Mexique, des États de l'Amérique centrale et de Colombie ont décidé de relancer le Plan Puebla Panama (PPP) sous un autre nom, ils l'ont rebaptisé « Projet d'intégration et de développement de Mésoamérique », ils ont effacé le côté un peu sec et militaire de la première appellation pour lui donner une rondeur plus civile et plus proche des idéologies qui ont cours. Mais la logique reste la même : faire place nette à l'activité capitaliste. Tout le sud du Mexique jusqu'à la Colombie est déclaré territoire à conquérir, un nouveau Far West en quelque sorte. N'oublions pas que la mise en place de ce projet d'« intégration » s'accompagne de la signature de deux traités militaires, l'un entre les États-Unis et la Colombie, l'autre entre les États-Unis et le Mexique.

*

Nous pouvons noter un certain parallélisme historique avec ce qui s'est passé au XVIII^e siècle quand se sont créés ce que l'on appelle les latifundia, ces grandes exploitations agricoles consacrées principalement à des cultures d'exportation, café, tabac, canne à